



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 12 novembre 2012
Numéro 217

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Saïda échappe à une tentative d'assassinat... par la fitna

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Les banderoles du Hezbollah rapprochent Saïda de l'explosion.
Le gouverneur de la BDL: récession en 2013*

Al Akhbar (quotidien de gauche)

Fitna à Saïda

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Le Qatar appelle le monde à reconnaître la coalition nationale comme représentant légitime unique du peuple syrien

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

L'opposition syrienne enfin unifiée

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

L'armée nettoie les quartiers est de Maaret al-Noomane et décrète «Cheikh Saïd», à Alep, zone sécurisée

Al Quds al Arabi (édité à Londres)

Israël menace d'une vaste opération à Gaza et de liquidation des dirigeants du Hamas

Al Hayat (quotidien pro-saoudien)

Une «coalition nationale» pour renverser Assad

L'événement

Saïda ville morte, au lendemain de la «discorde avortée»

Saïda était ce lundi une ville morte au lendemain de l'incident qui a fait trois morts et plusieurs blessés, entre des partisans du cheikh salafiste Ahmad Al-Assir et des membres du Hezbollah. Commerces et écoles étaient fermés à l'appel de divers partis et personnalités de la ville, et de l'association des commerçants, en signe de deuil d'abord et pour protester contre les tentatives d'entraîner Saïda dans la discorde communautaire ensuite.

Le discours sectaire de cheikh Al-Assir a créé un climat de tension et il était normal que la moindre étincelle provoque un incident grave. Si le sit-in organisé à la fin de l'été par le cheikh salafiste s'était terminé sans effusion de sang, il n'en n'était pas de même dimanche. Mais l'intervention rapide de l'Armée libanaise a empêché la situation de dégénérer, malgré les appels de cheikh Al-Assir à prendre les armes pour livrer ce qu'il a appelé la «bataille de la dignité». La tension était montée dès les premières heures de la journée, lorsque le fils d'Al-Assir, Omar, a été arrêté à un barrage des Forces de sécurité intérieure (FSI) car il était au volant d'une voiture aux vitres teintées, sans papier et sans permis de conduire. Ahmad Al-Assir a débarqué en trombe, accompagné d'hommes en armes, à bord de quatre voitures. Selon des témoins, il aurait lui-même brandi son pistolet et contraint l'officier responsable de la patrouille des FSI de libérer son fils et à lui rendre la voiture. Les événements se sont ensuite enchaînés. Ainsi, les partisans du Hezbollah ont refusé d'obtempérer à un ultimatum lancé par cheikh Assir, leur demandant d'enlever toutes les affiches à la gloire du parti, à l'occasion de la journée du martyr, célébrée tous les ans le 11 novembre, et d'Achoura. Les partisans du cheikh sunnite auraient alors déchiré un portrait du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, déclenchant les affrontements avec les militants du Hezb. Les accrochages les plus violents ont eu lieu dans le quartier Al-Taamir, à Ain el-Héloué, à proximité du camp. Des tirs ont été signalés dans les environs du domicile de cheikh Maher Hammoud, place al-Qods, touchant un restaurant proche. Des tirs ont été échangés dans le quartier de Abra, après la mort d'une personne. Des accrochages sporadiques se sont poursuivis pendant des heures alors que l'armée multipliait les patrouilles blindées et érigeait des barrages. Les routes menant aux quartiers théâtre d'accrochages ont été bloquées par la troupe. Les militaires ont intensifié les perquisitions et les poursuites à la recherche des personnes impliquées dans les incidents. Des unités d'élite ont encerclé la maison du chanteur Fadl Chaker, devenu fervent partisan de cheikh al-Assir. Le Premier ministre Najib Mikati a appelé «toutes les parties à empêcher tout acte susceptible de provoquer des incidents sécuritaires. Les forces de l'ordre protégeront les citoyens d'une manière stricte et seront intransigeantes». Des sources de sécurité, citées par le quotidien as-Safir, ont indiqué que l'état d'urgence pourrait être décrété à Saïda. La ville pourrait aussi être déclarée zone militaire en raison des tensions qui y prévalent.

Le cheikh sunnite Maher Hammoud, membre du Rassemblement des ulémas musulmans et imam de la mosquée al-Qods, a également réclamé que Saïda soit décrétée zone militaire. Il a stigmatisé la «folie» de cheikh Al-Assir, dont «les discours sectaires visent à provoquer une fitna».

As Safir

Ghaseb Al-Mokhtar, journaliste libanais proche de Najib Mikati

L'ancien Premier ministre Fouad Siniora, considéré comme le parrain et le cerveau du 14-Mars, s'est rendu aux Etats-Unis où il a donné une conférence à l'Université de Harvard, à Boston, sur les événements dans la région arabe. Ses milieux ont indiqué qu'il ira à Washington pour rencontrer des responsables américains conformément à des rendez-vous qui n'ont pas encore été définitivement fixés.

Au cas où M. Siniora rencontre un haut responsable américain, l'entretien n'aura aucun résultat tangible, car les membres de l'administration sont actuellement occupés avec la réélection de leur président, d'autant que l'ancien Premier ministre tentera de convaincre ses interlocuteurs du point de vue de l'opposition libanaise sur la nécessité de la démission du gouvernement Mikati. Or les Américains ne semblent pas convaincus des arguments de l'opposition et ont conseillé un changement de cabinet s'il y a consensus entre les différentes parties libanaises, sous l'égide du président de la République, autour de la table du dialogue et non pas dans la rue.

Les milieux de Siniora indiquent que l'opposition sait que la chute du gouvernement n'est pas une revendication susceptible d'être satisfaite de l'extérieur. Aussi, a-t-elle revu ses ambitions à la baisse et appelle désormais à la formation d'un gouvernement neutre, chargé de régler les dossiers politiques et économiques et de mettre le Liban à l'abri des conflits externes, comme le stipule la «déclaration de Baabda». Ce cabinet aurait également pour tâche de s'occuper des questions sécuritaires et d'empêcher que le dossier des réfugiés syrien n'empire. De son côté, une source politique de la majorité affirme que l'opposition arrivera tôt ou tard devant un mur élevé qu'elle ne pourra pas dépasser pour changer les équations politiques en vigueur au Liban. L'opposition, qui boycotte aujourd'hui le Parlement, où sont transmis tous les projets du gouvernement, sera contrainte de revenir bientôt à la table présidentielle du dialogue, qui est inévitable.

La même source ajoute que la crise syrienne va encore durer longtemps et qu'en fin de compte, elle sera réglée par un compromis politique sous un parrainage régional et international. Cela devrait pousser l'opposition libanaise à réviser ses calculs pour mettre en avant le souci de protéger la stabilité du Liban afin que d'éventuels changements régionaux n'aient pas des conséquences négatives sur le pays.

Ria Novosti (Agence de presse russe)

L'aviation syrienne a effectué lundi des frappes sur les régions frontalières avec la Turquie, faisant une cinquantaine de victimes syriennes, rapportent les médias turcs se référant à des témoins oculaires. Selon les chaînes NTV et CNN-Turk, suite aux frappes de l'aviation, plusieurs puissantes déflagrations ont retenti sur le territoire syrien. L'onde explosive a par ailleurs soufflé les vitres des immeubles administratifs et des maisons de la ville turque de Ceylanpinar, frontalière avec la Syrie, faisant des blessés légers parmi les citoyens turcs.

Par ailleurs, les combattants insurgés ont pilonné lundi le village de Harem dans la province d'Idleb (nord), faisant 22 morts, dont trois enfants, ainsi que 40 blessés, rapporte l'agence iranienne FARS. Selon l'agence, les obus tirés par les rebelles ont détruit plusieurs maisons de la localité. Le bilan de victimes pourrait encore s'alourdir. L'attaque rebelle a été menée en réponse à l'opération spéciale de l'armée gouvernementale, qui avait éliminé dimanche «plusieurs dizaines» de combattants anti-Assad opérant dans la région, indique FARS.

Sur un autre plan, Ahmad Moaz al-Khatib, 52 ans, prêcheur musulman et chercheur, a été élu dimanche soir à la tête de la Coalition nationale syrienne des forces de l'opposition et de la révolution. L'élection s'est déroulée à Doha lors du forum des représentants de différents groupes d'opposition au régime du président Assad. Les adjoints d'al-Khatib sont la militante des droits de l'Homme Souheir al-Atassi et un ancien député, Riad Seif, qui a passé plusieurs années en prison pour avoir critiqué le régime au pouvoir. Ahmad Moaz al-Khatib est un pêcheur syrien connu qui a été notamment imam de la Grande Mosquée des Omeyyades à Damas.

ILS ONT DIT...

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre

«**Nous ne sommes pas prêts à remettre le pouvoir à ceux qui refusent de s'asseoir avec nous autour d'une même table. Je ne suis pas contre le changement de gouvernement, mais le cabinet actuel bénéficie d'une représentation meilleure que le gouvernement Siniora. La Syrie ne tombera pas car elle n'est pas seule, et parce que l'Occident a des craintes sérieuses de la montée de l'extrémisme. Le monde se dirige vers une période nouvelle au cours de laquelle seront réparées les erreurs de l'an 1989 lors de la chute de l'URSS, et la région connaîtra un compromis politique. Qui veut faire la guerre n'en est pas capable, et qui peut faire la guerre ne veut pas la faire.**

Cheikh Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

«**Nous avons sans doute prouvé que nous sommes soucieux du maintien de la stabilité politique, sociale et de sécurité au Liban. Les armes de la Résistance sont importantes parce qu'elles servent l'intérêt du Liban. Je m'étonne que lorsqu'un attentat ou un assassinat sont commis, des voix s'élèvent immédiatement pour lancer des accusations dans tous les sens mais en faisant abstraction d'Israël. Que l'ennemi israélien soit au moins un des accusés présumés. Les conférences de presse et les déclarations de certains assassins, condamnés pour meurtre, mais qui feignent l'innocence et s'attèlent à distribuer les certificats de patriotisme aux Libanais sont inacceptables.**

Samir Geagea, chef des Forces libanaises (14-Mars)

«**Les pratiques politiques de l'autre camp sont basées sur le climat de terreur, l'intimidation, et les pressions psychologiques qu'ils exercent sur les gens afin d'aboutir à leurs objectifs.**

An Nahar

Samir Tuéni, correspondant à Paris, proche du 14-Mars

Les mandats de Kahwagi et de Rifi prorogés?

Selon le quotidien Al-Akhbar, la prorogation des mandats du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, et du chef des FSI, Achraf Rifi, pour une durée de deux ans, est chose pratiquement acquise, et se traduira dans les faits lors de la prochaine séance du Parlement. La procédure de prorogation se fera à travers un projet de loi revêtu du caractère de double urgence et qui sera présenté par un nombre de députés. Le projet de loi visera à proroger de deux ans l'âge de la retraite du commandant de l'armée et pour les généraux de division, permettant ainsi au général Kahwagi de rester en poste jusqu'en septembre 2015, et le général Rifi jusqu'en mars 2015.

Amine Gemayel pour le dialogue avec le 8-Mars

Dans un entretien au journal koweïtien An-Nahar, le chef du parti Kataëb, Amine Gemayel, a affirmé soutenir le dialogue avec le 8-Mars, se positionnant ainsi contre la position du 14-Mars dont il est l'un des piliers. «Nous sommes en faveur du dialogue et contre le divorce, a déclaré M. Gemayel. Tout politicien au Liban commettrait une grave erreur en rejetant le dialogue». «Il est difficile de penser à une alternative au gouvernement avant sa démission», a indiqué M. Gemayel, soulignant que la meilleure solution serait «un cabinet de salut national».

Des sources diplomatiques informées affirment que le dossier du nucléaire iranien sera en tête des préoccupations de la politique étrangère américaine. Cette question exigera du président Barack Obama un plus grand et un plus rapide investissement d'ici à l'été prochain, pour faire face aux dangers d'un Iran nucléaire et de ses ambitions régionales. Les mêmes sources ajoutent que l'intérêt américain va se focaliser sur ce dossier en raison de son enchevêtrement avec les problèmes du Proche et Moyen-Orient. Les enjeux dépassent le dossier nucléaire et concernent les crises en Irak, en Syrie, au Liban et même dans le Golfe.

A en croire les sources diplomatiques, la Syrie va connaître une escalade militaire, car ce pays, qui était un acteur régional, est devenu une arène de jeu où l'Iran d'un côté, les pays occidentaux et arabes de l'autre, vont s'affronter. La tension va également monter en attendant qu'une solution voit le jour.

L'inquiétude de voir le Liban se transformer également en arène de jeu va augmenter. Car le pays connaît une rupture des contacts entre la majorité et l'opposition. Le pays fait l'objet de tiraillements entre les grandes puissances. C'est une «scène ouverte», à cause des liens étroits du Hezbollah avec l'axe iranien. Cette scène peut se transformer en «écho» pour le conflit entre les Etats-Unis et les pays arabes d'un côté, l'Iran et la Syrie de l'autre. Ce conflit peut se transposer chez les alliés locaux des deux camps, qui entreront en lutte ouverte à cause de projets extérieurs. Les sources précitées estiment que l'assassinat du général Wissam al-Hassan traduit la volonté des services syriens et iraniens de liquider un de leurs principaux adversaires, en attendant l'évolution des événements. Cet attentat montre que le problème du Liban s'est transformé en bras de fer régional.

Si aucune solution n'est trouvée au dossier iranien ces prochains mois, une guerre pourrait éclater entre Israël et le Hezbollah, qui coutera très cher au Liban. Le pays se trouvera au cœur du conflit alors qu'il avait tenté de s'en distancier, grâce à la politique de dissociation adoptée par le gouvernement libanais.

L'Orient-Le Jour

Jeannine Jalkh, journaliste libanaise indépendante

La rencontre entre le Hezbollah et le cardinal Raï à Bkerké est, à n'en point douter, porteuse d'une multitude de symboles, le plus évident étant le climat de rapprochement entre les instances du parti chiite et la plus haute instance religieuse maronite qui, depuis quelque temps, s'est clairement positionnée au centre, à égale distance des parties en présence. Un rapprochement que le patriarche a d'ailleurs voulu sceller par une invitation adressée au parti pour venir assister à la cérémonie officielle de sa désignation au rang de cardinal, qui se tiendra à Rome le 24 novembre. La délégation, qui a regroupé plusieurs membres du parti, dont le porte-parole, Ibrahim Moussaoui, était présidée par Ibrahim Amine Sayyed, président du conseil politique. «La rencontre a été l'occasion de discuter des questions qui intéressent les Libanais, et d'examiner plus précisément la situation locale et les incidents qui se répercutent sur le pays», a déclaré Ibrahim Amine Sayyed à l'issue de la rencontre, affirmant avoir d'ailleurs convenu avec le patriarche de «l'importance de recourir au dialogue pour la résolution des conflits». Faisant allusion à la pertinence de la position du chef de l'État, il a insisté sur le fait que «les Libanais sont condamnés au dialogue». «La proposition de former un gouvernement neutre est irréaliste», a-t-il dit.

Selon une source proche des participants, le Hezbollah est convaincu que le problème du 14 Mars n'est pas à rechercher dans le gouvernement mais ailleurs, sur des questions d'ordre plus stratégique. Une polémique que le patriarche, qui ne peut prendre parti, a subtilement évitée, en favorisant plutôt la réflexion dans le sens d'une recherche approfondie d'une solution à la crise. «Celui qui veut bloquer l'examen de la loi électorale doit en assumer la responsabilité devant les citoyens. En réalité, il souhaite que les élections se déroulent sur la base de la loi de 1960», a ajouté le responsable du Hezbollah.